

La communication de l'assimilation doit être faite par lettre recommandée, adressée au directeur général.

§ 3. Pour l'inspecteur technique principal nommé ingénieur industriel en vertu du § 2, est censée avoir été acquise dans ce dernier grade, l'ancienneté qui a été acquise dans les grades d'inspecteur technique et d'inspecteur technique principal, diminuée de neuf ans. L'ancienneté de grade ainsi acquise ne peut toutefois pas dépasser trois ans.

Art. 3. Par dérogation aux articles 6, alinéa 3, 7, 21, alinéa 1er, et 24 de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, les échelles de traitements qui sont attachées à titre organique ou transitoire aux grades d'inspecteur technique ou d'inspecteur technique principal sont, pour le calcul du traitement d'un grade du niveau 1 pour lequel le diplôme d'architecte ou d'ingénieur industriel est exigé, censées avoir appartenu au groupe B et avoir été rangées dans la classe dite « 24 ans ».

Art. 4. Au tableau annexé à l'arrêté royal du 29 mars 1977 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des organismes d'intérêt public contrôlés par le Ministre des Travaux publics, sous la rubrique « I. Classement par ordre alphabétique des dénominations en langue néerlandaise » et sous la rubrique « II. Classement par ordre alphabétique des dénominations en langue française », dans la « Section A, Personnel administratif », les grades suivants sont supprimés :

- « au rang 11 : inspecteur technique en chef;
- au rang 25 : architecte urbaniste principal;
- au rang 24 : architecte urbaniste. »

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1er décembre 1978.

Art. 6. Notre Ministre des Travaux publics et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 mars 1983.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre des Travaux publics,
L. OLIVIER

Le Ministre des Finances,
W. DE CLERCQ

De kennisgeving van de gelijkstelling wordt per aangetekende brief toegezonden aan de directeur-generaal.

§ 3. Voor de eerste technisch inspecteur, krachtens § 2 tot industrieel ingenieur benoemd, wordt geacht in deze laatste graad te zijn verkregen de graadanciënniteit verworven in de graden van technisch inspecteur en eerste technisch inspecteur, verminderd met negen jaar. De aldus verworven graadanciënniteit mag evenwel drie jaar niet overschrijden.

Art. 3. In afwijking van de artikelen 6, derde lid, 7, 21, eerste lid, en 24 van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, worden de weddeschalen die in organieke of in overgangsregeling verbonden zijn aan de graden van technisch inspecteur en eerste technisch inspecteur, voor de berekening van de wedde van een graad in het niveau 1 waarvoor het diploma van architect of industrieel ingenieur is vereist, geacht tot groep B te hebben behoord en ingedeeld te zijn geweest in de zogeheten klasse « 24 jaar ».

Art. 4. In de tabel behorende bij het koninklijk besluit van 29 maart 1977 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut die onder het toezicht staan van de Minister van Openbare Werken titularis kunnen zijn onder het opschrift : « I. Alfabetische rangschikking van de Nederlandse benamingen » en onder het opschrift : « I. Alfabetische rangschikking van de Franse benamingen », in de « Afdeling A, Administratief personeel » worden de volgende graden geschrapt :

- « in rang 11 : hoofdtechnisch inspecteur;
- in rang 25 : eerste stedenbouwkundig architect;
- in rang 24 : stedenbouwkundig architect. »

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 december 1978.

Art. 6. Onze Minister van Openbare Werken en Onze Minister van Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 maart 1983.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Openbare Werken,
L. OLIVIER

De Minister van Financiën,
W. DE CLERCQ

EXECUTIFS — EXECUTIEVEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 83 — 328

30 MARS 1983 — Arrêté de l'Exécutif réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret contenant le budget de la Communauté française;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 24 décembre 1981 fixant la répartition des compétences entre les Ministres de l'Exécutif de la Communauté française;

Vu l'arrêté royal du 16 octobre 1975, modifié par les arrêtés des 11 mars 1976, 13 mai 1977, 2 juin 1977, 14 novembre 1978 et 20 février 1981, réglant pour la région wallonne l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 3 février 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu les délibérations de l'Exécutif des 2 mars 1983 et 30 mars 1983;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu la nécessité de revoir et d'adapter, à bref délai, les règles d'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées, ainsi que celles de l'octroi des subventions à ces services, afin de ne pas en compromettre le bon fonctionnement et considérant qu'il est dès lors justifié d'invoquer l'urgence;

Sur proposition du Ministre des Affaires sociales,

Arrêtons :

I. Disposition générales

Article 1er. Le présent arrêté s'applique au territoire de la région unilingue de langue française.

Art. 2. L'Exécutif peut, aux conditions déterminées dans le présent arrêté, agréer, pour la Communauté française, des services d'aide aux familles et aux personnes âgées, créés par les

provinces, les communes, les centres publics d'aide sociale, les associations de centres publics d'aide sociale et les associations sans but lucratif.

— Il peut accorder des subventions aux services agréés, dans les limites des crédits votés à cet effet, et conformément aux dispositions du présent arrêté.

II. De l'agrément

Art. 3. Pour être agréés, les services doivent remplir les conditions suivantes :

1° avoir pour objet de mettre temporairement et sans distinction d'opinion politique, philosophique ou religieuse, des aides familiales ou des aides seniors à la disposition des familles et des personnes isolées qui en font la demande; par priorité les aides doivent être accordées à ceux qui en ont le plus besoin et qui sont les moins favorisés sur le plan financier parce que les requérants ne sont pas ou sont insuffisamment en état d'accomplir leur tâche familiale, sans omettre leur tâche ménagère, en raison, soit de l'absence d'un des parents, soit d'une incapacité physique ou mentale, soit de circonstances sociales particulières;

2° employer à temps plein et de façon permanente au moins trois aides familiales ou aides seniors qui répondent aux conditions de l'article 4 du présent arrêté; un emploi à temps plein peut être remplacé par deux emplois à temps partiel, pour autant qu'ils correspondent à un emploi à temps plein;

3° s'engager à appliquer aux aides familiales et aux aides seniors respectivement le statut de l'aide familiale ou de l'aide senior; ces statuts sont approuvés par l'Exécutif;

4° avoir en service à quart-temps un assistant social ou un infirmier gradué social par dizaines au moins d'aides à temps plein comme précisé au 2° ci-dessus, pour effectuer les enquêtes sociales et pour assurer l'accompagnement des bénéficiaires et des aides familiales et seniors;

5° exiger des aides familiales et des aides seniors des garanties de santé en les soumettant lors de l'embauchage et ensuite annuellement à un contrôle médical préventif;

6° assurer le caractère confidentiel tant des entretiens de service que des entretiens avec les demandeurs d'aide : dans ce but, un local doit être mis à la disposition de chaque service tant dans la commune où celui-ci a son siège, que dans les différentes sections des services;

7° se soumettre au contrôle organisé par l'Exécutif.

L'Exécutif peut en outre fixer des critères de besoins auxquels seront soumis les services.

Art. 4. Les aides familiales et les aides seniors dont question à l'article 3, 2°, du présent arrêté, doivent être en possession d'une attestation de capacité délivrée par l'Exécutif.

Sont assimilées à cette catégorie :

a. Les aides familiales ou familiales et sanitaires qui ont suivi un programme de formation fixé par l'Exécutif;

b. Les aides familiales et aides seniors en possession d'une attestation de capacité délivrée avant le 13 février 1975;

c. Les aides familiales et aides seniors en possession d'une attestation de capacité en langue française ou en langue allemande délivrée durant la période prenant cours le 13 février 1975 et prenant fin à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté;

d. Les aides familiales ayant justifié devant la Commission, instituée par l'arrêté ministériel du 7 juillet 1949 abrogé par l'arrêté ministériel du 3 mars 1954, des connaissances d'une pratique équivalentes à celle exigée des aides familiales visées sous a;

e. Les aides familiales ou aides seniors en possession d'un brevet ou d'un certificat délivré à l'étranger attestant qu'elles ont acquis des connaissances théoriques et pratiques équivalentes à celles exigées des aides visées sous a. et c. ci-dessus et qui sont, en outre, en possession du certificat d'immatriculation d'aide familiale ou d'aide senior délivré par l'Exécutif aux conditions qu'il fixe.

Art. 5. 1° L'agrément est accordé ou refusé par l'Exécutif sur rapport de ses services d'inspection. Sa décision est communiquée au service intéressé. En cas d'agrément, il fixe la date à laquelle cette décision prend cours. En cas de refus d'agrément, sa décision est motivée.

2° L'Exécutif peut retirer par décision motivée, l'agrément au service qui ne remplit plus les conditions fixées par le présent arrêté. Dans ce cas, la décision de l'Exécutif prendra cours six mois après la notification du retrait de l'agrément.

3° En cas de refus ou de retrait d'agrément, le service dispose d'un délai de quinze jours pour adresser à l'Exécutif un mémoire justifiant l'accomplissement des conditions requises pour l'octroi ou le maintien de l'agrément.

4° Le service auquel l'agrément est refusé ou retiré, peut introduire une nouvelle demande d'agrément lorsqu'il estime remplir les conditions dont l'absence a motivé le refus ou le retrait d'agrément, au moins six mois après la notification du refus de l'Exécutif.

III. Des subventions

Art. 6. L'Exécutif peut, conformément aux dispositions de l'article 2, 2e alinéa, octroyer des subventions aux services agréés d'aide aux familles et aux personnes âgées. Ces subventions peuvent être accordées dans les limites du nombre maximum d'heures de prestation admissibles au bénéfice de la subvention, que l'Exécutif fixe annuellement.

L'octroi des subventions est subordonné aux conditions suivantes :

1° avoir fait effectuer, après enquête sociale préalable sur les besoins et les nécessités du demandeur d'aide, des prestations qui répondent aux objectifs fixés à l'article 3, 1°, par des aides familiales ou aides seniors qui répondent aux conditions énumérées à l'article 4 du présent arrêté; l'activité de l'aide senior est limitée à l'aide auprès des personnes âgées;

2° rémunérer les aides familiales et les aides seniors pour les prestations effectuées; leur appliquer les lois relatives au louage de services, sauf s'il s'agit du personnel nommé à titre définitif par les services publics visés à l'article 1er du présent arrêté;

3° exiger des bénéficiaires de l'aide une contribution en rapport avec les ressources et les charges de la famille selon le barème fixé par l'Exécutif, barème auquel il ne peut être dérogé que sur base d'un rapport motivé établi par une des personnes visées à l'article 3, 4°. Ces rapports sont soumis au contrôle prévu à l'article 3, 7°;

4° ne pas excéder, pour un même cas, à l'exception de l'aide fournie aux personnes âgées ou gravement handicapées, une durée de 300 heures pour l'ensemble des prestations fournies par un même service ou par des services différents. L'Exécutif peut déroger à cette limitation lorsque l'intervention exceptionnelle est motivée par un rapport de son service d'inspection ou par un rapport du service social visé à l'article 3, 4°;

5° avoir introduit une demande de subvention suivant les modalités fixées par l'Exécutif.

Art. 7. § 1er. La subvention consiste en une somme forfaitaire de 191 F par heure de prestation, à titre d'intervention dans les charges salariales.

§ 2. Le montant de la subvention forfaitaire horaire fixée au § 1er du présent article sera, avant chaque année civile, adapté en tenant compte, pour chaque service, de l'ancienneté du personnel et de la contribution du bénéficiaire. A cet effet, il sera fait référence aux dernières données contrôlées.

Le montant de la subvention forfaitaire horaire fixée au § 1er du présent article, sera affecté d'un coefficient correspondant à l'ancienneté moyenne du personnel du service concerné. Le coefficient 1 est celui de l'ancienneté moyenne du personnel pour l'ensemble des services du secteur privé ou du secteur public. Les coefficients sont obtenus par référence aux montants suivants de la rémunération horaire des aides visées à l'article 3, 2° :

— âgées de moins de 19 ans : 133,60 F

— âgées de 19 à 21 ans : 139,71 F

— âgées de 21 ans et plus, selon le barème suivant, établi en fonction des années de service effectives à partir de l'obtention de l'attestation de capacité ;

149,94 F pour les aides ayant moins de deux années de service;

156,23 F pour les aides ayant deux à quatre années de service;

162,51 F pour les aides ayant de quatre à six années de service;

168,81 F pour les aides ayant de six à huit années de service;

175,12 F pour les aides ayant de huit à dix années de service;

181,39 F pour les aides ayant de dix à douze années de service;

187,69 F pour les aides ayant plus de douze années de service.

Le montant forfaitaire ainsi adapté sera respectivement augmenté ou diminué de la différence constatée entre le montant moyen de la contribution du bénéficiaire pour le service concerné compte non tenu des contributions supérieures à 300 F l'heure, et le montant moyen de la contribution du bénéficiaire pour l'ensemble des services du secteur privé ou du secteur public, selon que ce dernier montant ne sera pas atteint ou sera dépassé.

§ 3. L'Exécutif peut en outre avant chaque année civile procéder à une adaptation du forfait horaire fixé au § 1er du présent article.

§ 4. Une subvention forfaitaire supplémentaire pourra être accordée à titre d'intervention dans les charges patronales imposées aux services par la législation concernant la sécurité sociale des travailleurs. Elle sera limitée à un pourcentage de la subvention forfaitaire horaire précitée. Le taux appliqué sera de 43 p.c. pour le privé, et de 31 p.c. pour le public.

§ 5. Le nombre d'heures prestées à prendre en considération pour le calcul de la subvention prévue au § 1er du présent article, ne peut dépasser en moyenne, par aide et par trimestre, la durée hebdomadaire du travail convenue en commission paritaire des aides familiales et des aides seniors, et rendue obligatoire par arrêté royal.

Art. 8. § 1er. Les subventions prévues à l'article 7 ne sont pas octroyées lorsque la contribution horaire réclamée du bénéficiaire est manifestement fixée trop bas eu égard à ses ressources tant immobilières que mobilières et à ses charges familiales.

§ 2. En cas de contravention dûment constatée, l'Exécutif peut suspendre le bénéfice des subventions pour une période qu'il détermine.

Art. 9. Pour chaque cas faisant l'objet de prestations pouvant être prises en considération pour l'octroi des subventions, le service agréé est tenu d'établir les documents de contrôle suivant le modèle fixé par l'Exécutif.

Art. 10. Les subventions sont liquidées au moins semestriellement. A peine de forclusion, les services doivent introduire leur demande de subventions dans le mois qui suit l'expiration du trimestre au cours duquel les prestations ont été accomplies.

Deux subventions provisionnelles peuvent être accordées par semestre.

La première de ces subventions peut atteindre 80 p.c. de la subvention allouée pour le semestre pénultième.

Ces subventions provisionnelles peuvent, le cas échéant, être calculées sur base de la subvention allouée pour le semestre correspondant de la pénultième année civile; dans ce cas, le montant de la subvention servant de référence pourra être majoré du taux de fluctuation de l'indice moyen des prix pour l'année précédente.

Art. 11. Une subvention peut être allouée aux services agréés d'aide aux familles et aux personnes âgées qui organisent des cours de perfectionnement autorisés par l'Exécutif.

Cette subvention sera d'un montant de 191 F par heure et par aide; qui pourra être adapté forfaitairement comme prévu à l'article 7 du présent arrêté au §§ 2, 3 et 4.

Cette subvention ne peut être accordée que si au moins dix aides participent aux cours de perfectionnement pendant le temps de travail normal et que la durée du cours n'est pas inférieure à 2 heures; chaque aide peut bénéficier annuellement de trente-deux heures de perfectionnement.

Plusieurs services agréés peuvent s'unir pour organiser un cours de perfectionnement; dans ce cas, la subvention est répartie entre eux au prorata du nombre d'aides qu'ils font participer au cours de perfectionnement.

Chaque cours de perfectionnement pour lequel une subvention est sollicitée doit être porté par écrit et au moins quinze jours à l'avance à la connaissance de l'Exécutif en même temps que le programme du cours.

En cas d'irrégularité dûment constatée, le Ministre peut suspendre pour une période qu'il détermine, le bénéfice de cette subvention.

Le nombre d'heures de cours de perfectionnement admis au bénéfice de la subvention est compris dans les limites du nombre maximum d'heures de prestations admissible au bénéfice de la subvention fixé annuellement pour chaque service, ainsi que prévu à l'article 6.

Art. 12. Les services agréés subventionnés envoient à l'Exécutif avant le 30 avril de l'année suivant l'exercice civil écoulé :

a. le compte complet des recettes et dépenses de l'exercice, y compris un relevé détaillé des subventions et des interventions financières qui proviennent d'autres administrations publiques, institutions et services privés, ainsi que de la contribution exigée de chacun des bénéficiaires;

b. une copie des documents de déclaration à l'Office national de sécurité sociale mentionnant les prestations de travail des aides familiales et des aides seniors, leur n° d'immatriculation ainsi que les prestations de travail des assistants sociaux et infirmiers gradués sociaux.

IV. Dispositions transitoires, abrogatoires et finales

Art. 13. Les services agréés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté sont réputés agréés conformément aux dispositions du présent arrêté.

Art. 14. L'Exécutif peut autoriser des personnes qui ont une expérience d'au moins dix ans au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, à accomplir les tâches visées à l'article 3, 4°. Ces autorisations doivent être sollicitées par lettre recommandée à la poste avant le 30 juin 1984.

Art. 15. Sont abrogés en ce qui concerne la Communauté française, l'arrêté royal du 16 octobre 1975 réglant pour la région wallonne l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, ainsi que les arrêtés royaux modificatifs des 11 mars 1976, 13 mai 1977, 2 juin 1977, 14 novembre 1978 et 20 février 1981.

Sont maintenus en vigueur, pour ce qui concerne la Communauté française, les arrêtés ministériels du 6 avril 1967 portant approbation respectivement du statut de l'aide familiale et du statut de l'aide senior.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1984. Toutefois, par exception à l'article 15 précité, l'arrêté royal du 16 octobre 1975 réglant pour la région wallonne l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi des subventions à ces services, ainsi que les arrêtés royaux des 11 mars 1976, 13 mai 1977, 2 juin 1977, 14 novembre 1978 et 20 février 1981 restent en vigueur uniquement en ce qui concerne l'exécution de la convention n° 0007 passée entre le Ministre de l'Emploi et du Travail et l'Exécutif de la Communauté française en vue de la création de 231 emplois nouveaux d'aides familiales ou d'aides seniors à subventionner à charge du Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi.

Art. 17. Le Ministre des Affaires sociales de la Communauté française est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 mars 1983.

Le Ministre-Président,

Ph. MOUREAUX

Le Ministre des Affaires sociales,

Ph. MONFILS

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 83 — 828

30 MAART 1983. — Besluit van de Executieve tot regeling van de goedkeuring van de hulpdiensten aan gezinnen en aan bejaarde personen en de toekenning van subsidies aan deze diensten

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet houdende de begroting van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Executieve van 24 december 1981 tot vaststelling van de bevoegdheidsverdeling onder de Ministers van de Executieve van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 oktober 1975, gewijzigd door de besluiten van 11 maart 1976, 13 mei 1977, 2 juni 1977, 14 november 1978 en 20 februari 1981, tot regeling van de erkenning van de hulpdiensten aan gezinnen en aan bejaarde personen en de toekenning van subsidies aan deze diensten voor het Waalse gewest;

Gelet op het besluit van de Executieve van 3 februari 1982 tot regeling van de ondertekening der akten van de Executieve;

Gelet op de beraadslagingen van de Executieve van 2 maart 1983 en 30 maart 1983;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid het artikel 3, § 1, gewijzigd door de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de noodzakelijkheid, binnen korte tijd, de goedkeuringregels van de hulpdiensten aan gezinnen en aan bejaarde personen, evenals deze van subsidiëtoekenning aan deze diensten te herzien en aan te passen, ten einde de goede werking ervan niet in gevaar te brengen en overwegende dat het gerechtvaardigd is de dringende noodzakelijkheid aan te voeren;

Op voordracht van de Minister van Sociale Zaken,

Besluiten :

I. Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit is toepasselijk op het gebied van het één-talige Franse taalgebied.

Art. 2. De Executieve mag, naargelang de in dit besluit vastgestelde voorwaarden, voor de Franse Gemeenschap, de hulpdiensten aan gezinnen en aan bejaarde personen erkennen, die door de provincies, de gemeenten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de verenigingen van openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de verenigingen zonder winstbejag werden opgericht. Zij mag aan de erkende diensten subsidies toekennen, binnen de perken van de daartoe gestemde kredieten, en overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

II. Van de goedkeuring

Art. 3. Om te worden erkend, moeten de diensten aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° als voorwerp te hebben tijdelijk en zonder onderscheid van politieke, filosofische of godsdienstige overtuiging, gezinshelpsters of bejaardenhelpsters ter beschikking te stellen van gezinnen en afgezonderde personen die erom verzoeken; in de eerste plaats moeten de helpsters worden toevertrouwd aan dezen die er het meeste nood aan hebben en die op financieel vlak het minst begunstigd zijn, omdat de verzoekers niet of onvoldoende in staat zijn hun gezinstaak te volbrengen, zonder hun huishoudelijke taak te verzuimen, uit hoofde van hetzij de afwezigheid van een van de familieleden, hetzij door lichamelijke of geestesongeschiktheid, hetzij door bijzondere sociale omstandigheden;

2° voltijds en bestendig minstens drie gezinshelpsters of bejaardenhelpsters in dienst te hebben die aan de voorwaarden van artikel 4 van dit besluit beantwoorden; een voltijdse betrekking mag door twee deeltijdse betrekkingen worden vervangen voor zover zij overeenkomen met een voltijdse betrekking;

3° zich te verbinden het statuut van gezinshelpster of bejaardenhelpster toe te passen respectievelijk op de gezinshelpsters of bejaardenhelpsters; deze statuten worden door de Executieve goedgekeurd;

4° kwarttijds een maatschappelijke assistent of een gegradueerde maatschappelijke verpleger minstens per tiental van voltijdse helpsters in dienst te hebben zoals in het hierbovenvermelde 2° omschreven, ten einde maatschappelijke onderzoeken uit te voeren en de begeleiding van de begunstigten en de bejaardenhelpsters te verzekeren;

5° van de gezinshelpsters en bejaardenhelpsters gezondheidswaarborgen vereisen door ze bij de aanwerving en vervolgens aan een preventief medisch onderzoek te onderwerpen;

6° het vertrouwelijk karakter te verzekeren zowel van de dienstgesprekken als van de gesprekken met de hulpverzoekers; met dat doel moet een lokaal ter beschikking worden gesteld van elke dienst zowel in de gemeente waar deze zijn zetel heeft als in de verscheidene secties van deze diensten;

7° zich te onderwerpen aan het toezicht van de Executieve. Daarenboven mag de Executieve noodcriteria vaststellen waarvan de diensten zullen onderworpen zijn.

Art. 4. De gezinshelpsters en de bejaardenhelpsters waarvan sprake in het artikel 3, 2°, van dit besluit, moeten in het bezit zijn van een geschiktheidsattest afgeleverd door de Executieve.

Worden met deze categorie gelijkgesteld :

a. De gezins- of bejaarden- en gezondheidshelpsters die een vormingsprogramma bepaald door de Executieve hebben gevolgd;

b. De gezinshelpsters en bejaardenhelpsters in het bezit van een geschiktheidsattest afgeleverd vóór 13 februari 1975;

c. De gezinshelpsters en bejaardenhelpsters in het bezit van een geschiktheidsattest in de Franse taal of in de Duitse taal afgeleverd tijdens de periode die op 13 februari 1975 aanvangt en die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit eindigt;

d. De gezinshelpsters die voor de Commissie, ingesteld door het ministerieel besluit van 7 juli 1949 ingetrokken door het ministerieel besluit van 3 maart 1954, bewezen hebben een gelijkwaardige bekwaamheid en praktijk te bezitten als deze vereist door de gezinshelpsters bedoeld bij a.;

e. De gezinshelpsters of bejaardenhelpsters in het bezit van een brevet of een getuigschrift afgeleverd in het buitenland dat verklaart dat zij een theoretische en praktische bekwaamheid hebben verworven gelijkwaardig aan deze vereist voor de helpsters bedoeld bij het hierbovenvermeld a. en c. en die bovendien in het bezit zijn van een inschrijvingsgetuigschrift van gezinshelpster of bejaardenhelpster door de Executieve afgeleverd volgens de door haar vastgestelde voorwaarden.

Art. 5. 1° De goedkeuring wordt door de Executieve toegekend of geweigerd naargelang het verslag van de inspectiediensten. Haar beslissing wordt aan de betrokken dienst medegedeeld. In geval van goedkeuring, stelt zij de datum vast waarop deze beslissing in werking treedt. In geval van weigering van goedkeuring, dient haar beslissing gemotiveerd.

2° De Executieve mag bij gemotiveerde beslissing de goedkeuring aan de dienst, welke aan de door dit besluit vastgestelde voorwaarden niet beantwoordt, terugtrekken.

3° In geval van weigering of van terugtrekking van de goedkeuring, beschikt de dienst over een termijn van vijftien dagen om aan de Executieve een memorandum te richten tot verantwoording van de vervulling van de vereiste voorwaarden voor de toekenning of het behoud van de goedkeuring.

4° De dienst, wiens goedkeuring wordt geweigerd of teruggetrokken, mag een nieuw goedkeuringsverzoek indienen als hij meent de voorwaarden te vervullen waarvan het ontbreken de weigering of de terugtrekking van de goedkeuring heeft gemotiveerd, minstens zes maand na de kennisgeving van de weigering door de Executieve.

III. Van de subsidies

Art. 6. De Executieve mag, overeenkomstig de bepalingen van artikel 2, 2e alinea, subsidies toekennen aan erkende hulpdiensten van gezinshelpsters en bejaardenhelpsters. Deze

subsidies mogen worden toegekend binnen de perken van een maximum aantal toelaatbare prestatie-uren ten gunste van de subsidie, die de Executieve jaarlijks vaststelt.

De toekenning van de subsidies is aan de volgende voorwaarden ondergeschikt :

1° na voorafgaandelijk maatschappelijke onderzoek nopens de behoeften en de noodwendigheden van de hulpverzoeker, prestaties te laten uitvoeren die beantwoorden aan de doelstellingen bepaald bij het artikel 3, 1°, door de gezinshelpsters of bejaardenhelpsters die beantwoorden aan de opgesomde voorwaarden, bij het artikel 4 van dit besluit; de activiteit van de bejaardenhelpsters is beperkt tot de hulp aan bejaarde personen;

2° bezoldigen van de gezinshelpsters en bejaardenhelpsters voor uitgevoerde prestaties; op hen de wetten toepassen in verband met de huur van diensten, behalve indien het door de openbare diensten vast benoemd personeel betreft bedoeld bij artikel 1 van dit besluit;

3° van de hulpbegunstigden een bijdrage eisen in overeenstemming met de mogelijkheden en de gezinslasten volgens het door de Executieve vastgestelde barema, barema waarvan slechts mag worden afgeweken op basis van een gemotiveerd verslag opgesteld door een van de personen bedoeld bij artikel 3, 4°. Deze verslagen worden aan het toezicht voorzien bij artikel 3, 7°, onderworpen;

4° voor eenzelfde geval, bij uitzondering van de hulp verstrekt aan bejaarde personen of ernstig gehandicapten, mag de duur de 800 uur niet overschrijden voor het geheel van de door eenzelfde dienst of door verscheidene diensten verstrekte prestaties. De Executieve mag van deze beperking afwijken wanneer de uitzonderlijke tussenkomst wordt gemotiveerd door een verslag van zijn inspectiedienst of door een verslag van de sociale dienst bedoeld bij artikel 3, 4°;

5° een subsidie-aanvraag hebben ingediend volgens de door de Executieve vastgestelde modaliteiten.

Art. 7. § 1. De subsidie bestaat uit een forfaitair bedrag van 191 F per prestatie-uur, bij wijze van tegemoetkoming in de weddelasten.

§ 2. Het bedrag van de forfaitaire uursubsidie vastgesteld bij § 1 van dit artikel zal, vóór elk kalenderjaar, worden aangepast en hierbij, zal voor elke dienst, worden rekening gehouden met de anciënniteit van het personeel en de bijdrage van de begunstigde. Te dien einde, zal maar de laatst nagekeken gegevens worden verwezen.

Het bedrag van de forfaitaire uursubsidie vastgesteld bij § 1 van dit artikel, zal worden aangewezen door een coëfficiënt die overeenstemt met de gemiddelde anciënniteit van het personeel van de betrokken dienst. De coëfficiënt 1 is deze van de gemiddelde anciënniteit van het personeel voor het geheel van de diensten van de privé sector of van de openbare sector. De coëfficiënten worden verkregen bij verwijzing naar de volgende bedragen van de uurbezoldiging van de helpers bedoeld bij artikel 3, 2° :

— minder dan 19 jaar oud : 133,60 F

— tussen 19 en 21 jaar oud : 139,71 F

— ouder dan 21 jaar, krachtens het volgende barema, opgesteld in functie van de effectieve dienstjaren vanaf de verkrijging van het geschiktheidsattest;

149,94 F voor de helpers die minder dan twee dienstjaren hebben;

156,23 F voor de helpers die van twee tot vier dienstjaren hebben;

162,51 F voor de helpers die van vier tot zes dienstjaren hebben;

168,81 F voor de helpers die van zes tot acht dienstjaren hebben;

175,12 F voor de helpers die van acht tot tien dienstjaren hebben;

181,39 F voor de helpers die van tien tot twaalf dienstjaren hebben;

187,69 F voor de helpers die meer dan twaalf dienstjaren hebben;

Het aldus aangepaste forfaitaire bedrag zal respectievelijk worden verhoogd of verlaagd met het verschil vastgesteld tussen het gemiddelde bedrag van de bijdrage van de begunstigde voor de betrokken dienst waarbij geen rekening werd gehouden met de bijdragen hoger dan 300 F per uur, en het gemiddelde bedrag van de bijdrage van de begunstigde voor het geheel van de

diensten van de privé sector of de openbare sector, volgens welk dit laatste bedrag niet zal worden bereikt of zal worden overschreden.

§ 3. Bovendien mag de Executieve voor elk kalenderjaar tot een aanpassing van het door § 1 van dit artikel vastgesteld uurloon overgaan.

§ 4. Een bijkomende forfaitaire subsidie zal mogen worden toegekend bij wijze van tegemoetkoming in de werkgeverslasten aan de diensten opgelegd door de wetgeving betreffende de sociale zekerheid van de arbeiders. Zij zal worden beperkt tot een percentage van de voormelde forfaitaire uursubsidie. Het toegepaste cijfer zal 43 pct. bedragen voor de privé, en 31 pct. voor de openbare sector.

§ 5. Het aantal prestatie-uren in overweging te nemen voor de berekening van de subsidie voorzien bij § 1 van dit artikel, mag gemiddeld per helper en per trimester de wekelijkse werkduur overeengekomen in de paritaire commissie van de gezinshelpsters en bejaardenhelpsters en bij koninklijk besluit verplicht gemaakt niet overschrijden.

Art. 8. § 1. De subsidies voorzien bij artikel 7 worden niet toegekend wanneer de door de begunstigde vereiste uurbijdrage kennelijk te laag werd vastgesteld rekening gehouden met zijn roerende en onroerende mogelijkheden en met zijn gezinslasten.

§ 2. In geval van een behoorlijk vastgestelde overtreding, mag de Executieve het subsidie-voordeel schorsen voor een periode die zij bepaalt.

Art. 9. Voor elk geval dat het voorwerp uitmaakt van prestaties die in overweging mogen worden genomen voor de toekenning van subsidies, moet de erkende dienst toezichtsdocumenten opstellen volgens het door de Executieve vastgestelde model.

Art. 10. De subsidies worden minsten per semester vereffend. Op gevaar af van ontzetting, moeten de diensten hun subsidie-aanvraag indienen binnen de maand die volgt op de verstrijking van de trimester tijdens dewelke de prestaties werden voleindigd.

Twee provisionele subsidies mogen per semester worden toegekend. De eerste van deze subsidies mag 80 pct. van de toegekende subsidie bereiken voor de voorlaatste semester. Deze provisionele subsidies mogen eventueel worden berekend op basis van de toegekende subsidie voor de semester die overeenstemt met het voorlaatste kalenderjaar; in dit geval zal het subsidiebedrag dat als referentie dient mogen verhoogd worden met de koers van het gemiddelde indexcijfer van de prijzen van het vorige jaar.

Art. 11. Een subsidie mag worden toegekend aan de erkende hulpdiensten van gezinshelpsters en bejaardenhelpsters die door de Executieve toegelaten vervolmakingscursussen organiseren.

Deze subsidie zal per uur en per helper 191 F bedragen, die forfaitair mag worden aangepast zoals voorzien bij artikel 7 van dit besluit in de §§ 2, 3 en 4.

Deze subsidie mag enkel worden toegekend indien minstens tien helpers aan de vervolmakingscursussen deelnemen tijdens de normale werktijd en dat de duur van de cursus niet beneden de 2 uur ligt; elke helper mag jaarlijks van tweëndertig uur vervolmaking genieten. Verscheidene erkende diensten mogen zich verenigen om vervolmakingscursussen te organiseren; in dit geval wordt de subsidie verdeeld onder hen naar mate van het aantal helpers die zij aan de vervolmakingscursussen doen deelnemen. Elke vervolmakingscursus voor dewelke een subsidie wordt gevraagd moet schriftelijk en minstens vijftien dagen op voorhand ter kennis van de Executieve gebracht worden evenals het cursusprogramma.

In geval van behoorlijk vastgestelde onregelmatigheid mag de Minister het voordeel van deze subsidie schorsen voor een periode die hij bepaalt.

Het aantal uren van de vervolmakingcursus die in aanmerking komen voor de subsidies is begrepen binnen de perken van het maximum aantal toelaatbare prestatie-uren die in aanmerking komen voor de subsidie die voor elke dienst jaarlijks wordt vastgesteld, evenals bij artikel 6 voorzien.

Art. 12. De erkende gesubsidieerde diensten sturen naar de Executieve vóór 30 april van het jaar dat volgt op het afgelopen kalenderjaar :

a. de volledige rekening van de inkomsten en de uitgaven van het jaar, met inbegrip een gedetailleerde staat van de subsidies en de financiële tegemoetkomingen die van andere openbare besturen, instellingen en privé diensten voortkomen, evenals de vereiste bijdrage van elkeen van de begunstigden;

b. een afschrift van de verklaringsbescheiden aan de Dienst van de Rijksmaatschappelijke Zekerheid waarop de werkprestaties van de gezinshelpsters en de bejaardenhelpsters, hun inschrijvingsnummer evenals de werkprestaties van de maatschappelijke assistenten en van de sociale gegradueerde verplegers staan vermeld.

IV. Overgangs-, nietigverklarings- en eindbepalingen

Art. 13. Voor het inwerking treden van dit besluit worden de erkende diensten ondersteund erkend te zijn overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

Art. 14. De Executieve mag personen machtigen die een ervaring van minstens 10 jaar hebben op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit, om de opdrachten bedoeld bij artikel 3, 4^e uit te voeren. Deze machtigingen moeten per bij de post aangetekende brief vóór 30 juni 1984 worden aangevraagd.

Art. 15. Worden ingetrokken voor wat betreft de Franse Gemeenschap, het koninklijk besluit van 16 oktober 1975 tot regeling voor het Waalse gewest van de erkenningen van de hulpdiensten aan gezinnen en aan bejaarde personen en de toekenning van subsidies aan deze diensten, evenals de wijzigende koninklijke besluiten van 11 maart 1976, 13 mei 1977, 2 juni 1977, 14 november 1978 en 20 februari 1981.

Blijven van kracht voor wat betreft de Franse Gemeenschap, de ministeriële besluiten van 6 april 1967 houdende de goedkeuring respectievelijk van het statuut van gezinshelpster en van het statuut van bejaardenhelpster.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1984. Bij uitzondering evenwel van het voormelde artikel 15, blijven het koninklijk besluit van 16 oktober 1975 tot regeling voor het Waalse gewest van de erkenningen van de hulpdiensten aan gezinnen en aan bejaarde personen en de toekenning van subsidies aan deze diensten, evenals de koninklijke besluiten van 11 maart 1976, 13 mei 1977, 2 juni 1977, 14 november 1978 en 20 februari 1981, van kracht alleenlijk voor wat betreft de uitvoering van de conventie nr. 0007 afgesloten tussen de Minister van Tewerkstelling en Arbeid en de Executieve van de Franse Gemeenschap met het oog op de oprichting van 231 nieuwe betrekkingen van gezinshelpsters of bejaardenhelpsters te subsidiëren ten laste van het Interdepartementaal Begrotingsfonds van de Arbeidsbevordering.

Art. 17. De Minister van Sociale Zaken van de Franse Gemeenschap is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 30 maart 1983.

De Minister-Voorzitter,

Ph. MOUREAUX

De Minister van Sociale Zaken,

Ph. MONFILS

F. 83 — 829

30 MARS 1983. — Arrêté de l'Exécutif portant la fixation de la contribution du bénéficiaire de l'aide fournie par un service agréé d'aide aux familles et aux personnes âgées

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret contenant le budget de la Communauté française;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 24 décembre 1981, fixant la répartition des compétences entre les Ministres de l'Exécutif de la Communauté française;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 3 février 1982, réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu les délibérations de l'Exécutif des 2 mars 1983 et 30 mars 1983;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu la nécessité de revoir et d'adapter, à bref délai, la contribution du bénéficiaire de l'aide fournie par les services d'aide aux familles et aux personnes âgées, afin de ne pas compromettre le fonctionnement de ces services et considérant qu'il est dès lors justifié d'invoquer l'urgence;

Sur proposition du Ministre des Affaires sociales,

Arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique au territoire de la région unilingue de langue française.

Art. 2. La contribution exigée du bénéficiaire de l'aide fournie par un service agréé d'aide aux familles et aux personnes âgées, est fixée conformément au barème annexé au présent arrêté.

Pour les revenus supérieurs à ceux visés audit barème, la contribution exigée du bénéficiaire est fixée par le service au-delà de 300 F l'heure.

Art. 3. Les services d'aide aux familles et aux personnes âgées agréés peuvent admettre une réduction de ladite contribution horaire, lorsque l'aide nécessaire dépasse 80 heures de prestations au cours d'un même mois de l'année civile.

La diminution appliquée pourra être de 25 p.c. maximum du taux horaire pour l'ensemble des prestations mensuelles.

Si l'aide doit être prolongée au cours du ou des mois suivants, la réduction horaire peut être maintenue.

Art. 4. Une personne à charge gravement handicapée compte pour deux personnes à charge.

Art. 5. Lorsqu'il s'agira de familles composées d'adultes de générations différentes, pour déterminer la contribution du bénéficiaire de l'aide, il conviendra d'ajouter à la totalité de ses revenus mensuels le tiers des revenus mensuels des cohabitants sans que ces derniers puissent être considérés comme personnes à charge.

Art. 6. Le service agréé peut en outre réclamer au bénéficiaire de l'aide une contribution au titre de participation dans les frais de déplacement de l'aide familiale ou senior.

Cette quote-part, qui ne sera pas prise en considération pour le calcul des subventions, ne peut dépasser 10 p.c. de la contribution horaire prévue à l'article 2, ni excéder la somme de dix francs l'heure.

Art. 7. Les arrêtés ministériels des 27 mai 1977 et 3 janvier 1979, relatifs à la contribution du bénéficiaire de l'aide, sont abrogés.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit sa parution au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 30 mars 1983.

Pour l'Exécutif de la Communauté française,
Le Ministre-Président,

Ph. MOUREAUX

Le Ministre des Affaires sociales,

Ph. MONFILS